

PANORAMA DU SUIVI ENVIRONNEMENTAL MIS EN PLACE AU JAPON SUITE À L'ACCIDENT DE FUKUSHIMA : DES DISPOSITIFS DE SURVEILLANCE OFFICIELS AUX INITIATIVES CITOYENNES INNOVANTES

Mélanie MAÎTRE, Pascal CROÛAIL, Thierry SCHNEIDER

CEPN
28, rue de la redoute
92260 Fontenay-aux-Roses

melanie.maitre@cepn.asso.fr

En situation post-accidentelle, la mise en œuvre de dispositifs de surveillance environnementale est essentielle pour caractériser la situation radiologique des territoires affectés. Cela permet également aux populations vivant dans ces territoires de comprendre les enjeux de leur environnement et ainsi, de les aider à devenir acteurs de leur propre protection radiologique. L'analyse de la situation post-accidentelle induite par l'accident de Tchernobyl avait déjà mis l'accent sur ces aspects, en proposant notamment aux populations locales de réaliser elles-mêmes les mesures de leur environnement (aliments, sols, air ambiant, etc.). Le retour d'expérience de la situation japonaise - 6 ans après l'accident de Fukushima - conduit aujourd'hui au même constat, à une différence majeure près : celle du progrès des technologies numériques donnant lieu à une large diffusion et une mise en réseau des résultats de mesures, ainsi qu'à l'utilisation d'équipements de mesure individuels mobiles et connectés.

Dans ce contexte, cette présentation propose - à partir d'interviews réalisés auprès d'acteurs institutionnels et d'acteurs locaux - une analyse des dispositifs de surveillance environnementale mis en œuvre au Japon suite à l'accident de Fukushima en (i) présentant une cartographie des différents acteurs impliqués dans de tels dispositifs de surveillance et, (ii) en mettant en évidence certaines expériences locales développées par des associations de citoyens ou certaines municipalités.

Les éléments majeurs de cette étude montrent clairement que la surveillance environnementale mise en place au Japon rassemble de multiples acteurs tant au niveau national que local. Le '*Comprehensive Radiation Monitoring Plan*' (CRMP), défini par le gouvernement japonais depuis août 2011, propose un système national de surveillance concerté, cohérent et embrassant tous les compartiments environnementaux. Les résultats obtenus dans le cadre de ce plan sont mis en ligne sous forme de cartographies ou de bases de données interactives. Toutefois, les résultats publiés manquent souvent d'harmonisation, ce qui peut conduire à une certaine forme de confusion de la part des utilisateurs, qui d'ailleurs, rassemblent très peu de citoyens locaux.

En effet, au niveau local, la méfiance à l'égard du gouvernement conduit les populations vivant dans les territoires contaminés à développer des approches innovantes de caractérisation de leur environnement à partir notamment d'outils de mesure individuels et connectés.

Les données obtenues - bien que parfois mises en réseau sous forme de cartographies ou de bases de données (ex. réseaux SAFECAST, MinaNoDataSite, *etc.*) - restent bien souvent hétérogènes et redondantes avec celles produites dans le cadre du CRMP. Cependant, ces données détiennent - à l'inverse de données officielles - toute la confiance des populations locales.

De ces approches développées par ces « citoyens capteurs », découlent alors un certain nombre d'enjeux comme par exemple :

- La question de la fiabilité et de la rigueur scientifique des mesures effectuées à l'aide de ces outils connectés. Il s'agirait de s'interroger davantage sur les moyens à mettre en œuvre pour que ces approches citoyennes s'inscrivent dans des cadres protocolaires plus robustes et puissent ainsi gagner en légitimité auprès des acteurs institutionnels.
- La mise en ligne et le partage des données au travers de différents média sociaux, sans recherche de complémentarité avec les données officielles diffusées par ailleurs. Ceci nécessite une réflexion sur la conciliation des approches citoyennes et institutionnelles, au travers par exemple de nouveaux espaces collaboratifs.
- Le développement constant des équipements de mesure, désormais téléchargeables sur Smartphones, implique certains questionnements relatifs à l'accessibilité de ces outils (coûts, facilité de compréhension, *etc.*), l'obsolescence rapide de ces outils toujours en pleine mouvance, la gestion de la confidentialité des données personnelles (géolocalisation), *etc.*

Face à ces nouveaux enjeux, il semble que les experts en radioprotection (à la fois impliqués auprès des acteurs institutionnels et des populations locales) pourraient tout à fait jouer le rôle d'intermédiaire et de facilitateurs entre ces deux communautés, et ainsi, chercher à construire un projet commun de caractérisation globale du territoire.